



Dijon, le 8 juillet 2016

CTIR Grand Centre du 8 juillet 2016 **Déclaration préliminaire de boycott**

Madame la Présidente,

Malgré des millions de personnes dans la rue depuis cinq mois, malgré les 2/3 des citoyens opposés à la loi travail, malgré l'opposition de la majorité des syndicats (CGT, FSU, FO et Solidaires) et des organisations de jeunesse, le gouvernement Valls une nouvelle fois choisit le passage en force par l'utilisation du 49-3 à l'Assemblée nationale. Pire, il tente de décrédibiliser les OS et d'interdire certaines manifestations.

La démocratie est bien mal en point dans notre pays. C'est un dialogue social inexistant ou vide de son sens qui prévaut à tous les niveaux décisionnaires.

A la PJJ, les comités techniques se suivent et malheureusement se ressemblent. Les organisations syndicales sont convoqués une fois les décisions prises pour se prononcer sur des décisions déjà ficelées. Leur avis n'est que rarement pris en compte.

L'annonce brutale de l'extinction du corps des professeurs techniques des UEAJ en est encore une fois l'illustration. Quel mépris pour les personnels que nous représentons.

Au niveau directionnel, y a-t-il encore un pilote dans l'avion ? Nous sommes sur une fin de règne. 1/3 des DIR partent à la retraite, les changements de DT n'ont jamais été aussi nombreux, des postes de directeurs, de RUE ne sont pas pourvus.

En plus de cette réalité inquiétante, les notes élaborées qui mettaient en avant la nécessité de la mise en place d'un management bien traitant pour les agents et soucieux de leurs conditions de travail, restent lettre morte. Rien ne change à l'exception dorénavant de la perte de confiance des agents envers leur administration lassés du double langage.

Pourtant, nos organisations se sont impliquées dans les groupes de travail, les CT à tous niveaux et ont pris leur part dans bien des dossiers, les faisant évoluer, les approuvant quand ils vont dans le sens de l'intérêt des agents, c'est ainsi que nous signerons le protocole handicap. Ce sont aussi les OS qui dès 2013 demandaient dans notre région la scission de l'UEMO de Reims en 2 unités. Les exemples sont encore nombreux.

Malgré cela, nous ne pouvons que faire le constat que l'administration continue à pratiquer un dialogue de façade qui ne prend pas en compte les conditions de travail des agents et les besoins réels des jeunes et de leurs familles.

C'est pour toutes ces raisons que nous ne siégerons pas à ce CTIR et, puisque les apologues semblent vous plaire, sachez que pour nous, une politique ne se construit pas sur un château de fables.

Pour la Délégation CGT PJJ

Thierry TAME
Jacky PERRAUT

Pour la Délégation SNPES-PJJ/FSU

Philippe AYMARD
Laurent TISSIER